

PROJET DE CONVENTION EN CAS DE TRANSFERT DU CET EN CAS DE MUTATION/DÉTACHEMENT/INTEGRATION DIRECTE

- Vu le Code Général de la Fonction Publique et notamment ses articles L.621-4 et L.621-5,
- Vu le décret n° 2004-878 du 26 août 2004, relatif au compte épargne temps dans la fonction publique territoriale, notamment son article 11,
- Vu la délibération de (*collectivité d'accueil*) en date du..... fixant les modalités du compte épargne-temps,

Contexte et objet de la présente convention :

Le décret n° 2004-878 du 26 août 2004 relatif au compte épargne-temps dans la fonction publique territoriale prévoit en son article 11 que les collectivités ou établissements peuvent, par convention, prévoir des modalités financières de transfert des droits à congés accumulés par un agent bénéficiaire d'un compte épargne-temps à la date à laquelle cet agent change, par la voie d'une mutation, d'un détachement ou d'une intégration directe, de collectivité ou d'établissement.

La présente convention a pour objet de définir les conditions financières de reprise du compte épargne-temps de *M/Mme (Nom/Prénom de l'agent concerné), (grade)...*, dans le cadre de sa *mutation/détachement* de (*collectivité ou établissement d'origine*) vers (*collectivité ou établissement d'accueil*).

ENTRE (*collectivité ou établissement d'origine*) représenté par son (*Maire ou Président*), habilité à cette fin par délibération du (*organe délibérant*) en date du affichée leet soumise au contrôle de légalité le, d'une part,

ET le (*collectivité ou établissement d'accueil*) représenté par (*exécutif*),

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Solde et droits d'utilisation du CET dans la collectivité d'origine

Au (*date*), jour effectif de *la mutation/du détachement/de l'intégration directe de M/Mme.....(Nom/Prénom), (grade)...*, la situation de son CET dans sa collectivité d'origine est la suivante :

- Solde du CET : (*nombre de jours épargnés*),
- Date d'ouverture du droit à utilisation :
- Date prévue de clôture du compte :

Article 2 : Transfert du CET

À compter de la date effective de *la mutation/du détachement/de l'intégration directe de M/Mme.....(Nom/Prénom),* la gestion du CET incombe à (*collectivité ou établissement d'accueil*).

Les conditions relatives à l'alimentation, la gestion et l'utilisation des droits sont celles fixées par..... (*collectivité ou établissement d'accueil*), sans que *M/Mme (Nom/Prénom)* puisse se prévaloir à titre personnel de celles définies par..... (*collectivité ou établissement d'origine*).

Article 3 : Compensation financière ¹

¹ *L'établissement de la formule de calcul est laissé à l'appréciation de chaque collectivité :
- Rémunération réellement versée à l'agent avec ou sans charge sociale*

Compte tenu que jours acquis au titre du CET dans la collectivité d'origine seront pris en charge par la..... (collectivité ou établissement d'accueil), il est convenu, que..... (collectivité ou établissement d'origine) verse une compensation financière s'élevant à..... € (montant négocié) avant le..... (date butoir) à..... (collectivité ou établissement d'accueil).

Cette somme est calculée de la manière suivante :

.....
.....
.....

Un titre de recette sera adressé par la..... (collectivité ou établissement d'accueil) à l'intention de (collectivité ou établissement d'origine).

Article 4 : Contentieux

Tous les litiges pouvant résulter de l'application de la présente convention relèvent de la compétence du Tribunal Administratif de

Fait à ,
Le ,
Pour la **collectivité (ou établissement) d'origine,**
(Prénom, nom et qualité du signataire) :

Fait à ,
Le ,
Pour la **collectivité (ou établissement) d'accueil,**
(Prénom, nom et qualité du signataire) :

¹ L'établissement de la formule de calcul est laissé à l'appréciation de chaque collectivité :

- Rémunération réellement versée à l'agent avec ou sans charge sociale
ou

- Rémunération forfaitaire prévue pour la monétisation du CET :

- Catégorie A : 150 € bruts
- Catégorie B : 100 € bruts
- Catégorie C : 83 € bruts